

MAPC

MOUVEMENT POUR UNE AGRICULTURE

PAYSANNE ET CITOYENNE

Genève, le 27 mai 2026

Prise de position

Pour toute communication, diffusion,
question :

info@mapc-ge.ch

IN “ Pas de Suisse à 10 millions” (Initiative pour la durabilité)

Le Mouvement pour l'Agriculture Paysanne et Citoyenne (MAPC) vous invite à voter NON lors du prochain vote le 14 juin prochain.

L'initiative pour une suisse à 10 millions axe une grande partie de son argumentaire sur la protection des terres agricoles et de l'agriculture paysanne en Suisse. Selon l'argumentaire de l'UDC, l'augmentation de la démographie suisse liée à l'immigration serait une des raisons principales de l'affaiblissement de l'agriculture suisse. Nous estimons qu'il s'agit d'une instrumentalisation, que nous souhaiterions dénoncer à travers les points suivants :

Bétonnage des terres

Le bétonnage des terres en Suisse constitue une réelle problématique pour la conservation des terres de manière générales, ainsi que des terres agricoles. En effet, ce sont près d'1 m² de terre par seconde qui disparaissent en Suisse¹. Les constructions de logements et de bâtiments commerciaux et industriels, ainsi que de routes, en sont la principale cause. L'UDC opère un raccourci fallacieux entre immigration et augmentation de la construction d'infrastructures, alors que de nombreux logements sont vacants et participent de la spéculation immobilière.

De plus, cette politique anti-migratoire n'apporte pas de solutions concrètes quant aux problèmes liés au développement urbain actuel. En effet, seule une réflexion conséquente sur l'aménagement urbain et péri-urbain, les accès routiers, la densification des quartiers, permettrait d'obtenir des résultats limitant le bétonnage des terres. Le mitage du territoire est une question complexe dont l'UDC se soucie uniquement lorsqu'il s'agit de justifier une politique raciste et anti-immigration. Rappelons d'ailleurs, qu'en 2019, lorsque la population avait été appelée à voter sur une loi proposant des pistes concrètes contre la destruction des terres agricoles, l'UDC y était opposée².

Souveraineté alimentaire

Aujourd'hui, la Suisse importe près de la moitié des denrées alimentaires qu'elle consomme et n'est souveraine qu'à 42% (total de denrées alimentaires nettes) en 2024, chiffre qui ne fait que diminuer durant ces 10 dernières années³. Dans son argumentaire, l'UDC affirme que l'immigration mettrait en péril la souveraineté alimentaire. Si l'UDC se préoccupait réellement de la souveraineté alimentaire, elle devrait plutôt dénoncer les politiques néolibérales et capitalistes qui rendent le travail agricole en Suisse de moins en moins attractif financièrement et de plus en plus pénible. Celles-ci favorisent par ailleurs l'importation de produits agricoles étrangers qui créent du dumping sur les prix, tout en imposant des monocultures et en mettant à mal l'agriculture de subsistance dans les pays du Sud global. Lorsqu'une initiative émanant des milieux agricoles pour la souveraineté alimentaire a été déposée en 2016⁴, l'UDC avait refusé de la soutenir, prétextant qu'elle s'attaquait aux règles de libre-échange⁵. L'UDC défend

au contraire une politique de profit, qui pourtant ne profite en rien à la majorité des agriculteur·i·x·es, ni à la population suisse en matière d'alimentation.

Durabilité

Aujourd'hui, la biodiversité est menacée par la perte d'habitats et leur détérioration. D'après un rapport de la confédération, l'utilisation intensive des terres, notamment par l'agriculture, en est la principale responsable⁶. Or, pour assurer la souveraineté alimentaire mentionnée précédemment, la préservation de la biodiversité est nécessaire. Ce constat implique de repenser les systèmes agricoles actuels et d'investir les principes de l'agriculture paysanne, qui permettent notamment à un maximum de paysanne·x·s réparti·ex·s sur le territoire de vivre décemment de leur métier, en produisant sur une ferme à taille humaine une alimentation saine et de qualité, accessible à tou·x·tes, respectueuse du bien-être animal, sans remettre en cause les ressources naturelles de demain⁷.

Encore une fois, en brandissant la politique anti-migratoire, l'UDC cherche le coupable ailleurs que dans sa propre maison. Ce qui met en péril notre agriculture ainsi que la durabilité sur le territoire, ce sont les logiques de marché et la direction agro-industrielle que maintiennent les politiques agricoles fédérales successives. Ce modèle participe à la destruction des sols, à la destruction de l'environnement, et plus globalement de la paysannerie (3 fermes disparaissent chaque jour en suisse)⁸.

Conditions indignes pour les ouvrière·x·s agricoles et saisonnière·x·s

D'après les chiffres les plus récents, ce sont près de 30'000 personnes qui travaillent en tant qu'ouvrière·x·s agricole et saisonnier·e·x, dont 8'000 sans permis de travail valable. Cette tendance est à la hausse dans le secteur agricole suisse et ces travailleur·eu·x·es constituent une main d'oeuvre précieuse qui contribue à la production de nourriture locale⁹, tout en se retrouvant souvent confrontés à des contrats précaires et/ou à des conditions de travail indignes. Si l'agriculture suisse ne peut pas se passer de ces travailleur·eu·x·es, elle rechigne pourtant à leur apporter la protection que représenteraient des contrats dignes, des grilles salariales légales et l'amélioration des conditions de logement¹⁰. L'initiative de l'UDC ne propose évidemment rien de concret sur ce point et participe à fragiliser davantage les conditions de travail et de séjour de ces personnes, rendant leur exploitation d'autant plus facile.

Solidarité internationale et droits humains

Le MAPC a comme objectif de porter les valeurs de solidarité internationales et de droits humains. Les luttes paysannes n'ont de sens que si elles s'inscrivent dans un contexte global et que la justice et le droit soient les mêmes pour toute·x·s. Or, cette initiative s'attaque directement à la libre-circulation des personnes et aux droits fondamentaux qui en découlent¹¹. Ainsi, l'UDC bafoue les droits humains et véhicule des idées racistes et xénophobe, en promettant un avenir "durable" et sécuritaire à la population suisse au détriment des autres populations.

Pour toutes ces raisons, le MAPC et ses structures agricoles refusent d'être associées à l'instrumentalisation de l'agriculture paysanne pour promouvoir une politique raciste, déshumanisante et déconnecté de la question de la durabilité.

Pas de luttes paysannes sans solidarité!

NON à l'initiative pour une suisse à 10 millions le 14 juin 2026.

- 1 <https://www.watson.ch/fr/blogs/franc-parler/642931129-mitage-du-territoire-les-paysans-perdent-1-m-chaque-seconde>
- 2 <https://www.udc.ch/actualites/campagnes/initiative-populaire-federale-stopper-le-mitage-pour-un-developpement-durable-du-milieu-bati-initiative-contre-le-mitage/>
- 3 <https://www.agrarbericht.ch/fr/marche/developpement-du-marche/degre-dautosuffisance>
- 4 <https://uniterre.ch/wp-content/uploads/2024/05/Le-texte-de-linitiative-en-detail.pdf>
- 5 <https://www.udc.ch/actualites/campagnes/initiative-populaire-pour-la-souverainete-alimentaire-lagriculture-nous-concerne-toutes-et-tous/>
- 6 https://www.unfoodsystemshub.org/docs/unfoodsystemslibraries/national-pathways/switzerland/2025-06-12-fr-feuille-de-route-de-la-suisse.pdf?sfvrsn=7039b860_1
- 7 <https://www.agriculturepaysanne.org/>
- 8 https://www.petitspaysans.ch/dossier/changement_structure/
- 9 <https://www.astree.ch/wp-content/uploads/2022/06/Martin-ouvrier-agricole-juin-2022.pdf>
- 10 <https://www.cetim.ch/wp-content/uploads/Maquette-Int-def.pdf>
- 11 <https://www.un.org/fr/about-us/universal-declaration-of-human-rights>